



EURO, EUROPE, UN SUCCÈS INACHEVÉ

JACQUES BARROT *

Après 50 ans d'invention d'un nouveau type de coopération, d'intégration et d'élargissements successifs, l'Europe est aujourd'hui à la croisée des chemins.

Depuis la signature, le 25 mars 1957, du Traité de Rome, le projet européen semblait aller de soi : autour du couple franco-allemand réconcilié après presque un siècle de guerres qui avaient ravagé le continent, le rapprochement des pays d'Europe (Occidentale), « déterminés à établir les fondements d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens »¹ autour d'un socle de valeurs économiques, démocratiques et humanistes communes et de siècles d'histoire partagée, paraissait acquis pour toujours. Le projet avait connu quelques crises, mais sans que le cap ne semble jamais devoir être sérieusement remis en question. La CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier), le marché commun, la monnaie unique, Airbus... donnaient à l'Europe des projets d'avenir concrets, économiquement déterminants, et fortement mobilisateurs. En France, la politique européenne semblait une priorité commune des partis de gouvernement et, malgré la faiblesse des participations aux scrutins

* Vice-président de la Commission européenne, chargé des transports (depuis 2004), chargé de la politique régionale (2004).

Secrétaire d'État au logement (1974-1978), ministre du Commerce et de l'artisanat (1978-1979), ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale (1979-1981), ministre du Travail et des affaires sociales (1995-1997), président du Conseil général de la Haute-Loire (1976-2004).



européens ou l'approbation de justesse de la consultation sur le Traité de Maastricht, l'adhésion au projet européen semblait devoir demeurer une évidence inébranlable.

Le double « non » français et néerlandais au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, au printemps 2005, dans deux pays fondateurs de l'Europe des 6, est arrivé comme un coup de tonnerre dans ce tranquille paysage. Révélateur bien plus que créateur d'une crise de maturité qui s'étend sans aucun doute bien au-delà de la France et des Pays-Bas (quel aurait été le résultat d'une consultation populaire dans d'autres pays fondateurs comme l'Allemagne ?), il est devenu la manifestation d'un changement d'époque.

Après 50 années d'intégration, les grands chantiers économiques comme le marché commun ou la monnaie unique sont derrière nous, et l'Europe peine à s'en inventer d'autres qui soient aussi mobilisateurs. Alors que les échanges mondiaux semblent se développer plus que jamais, les transactions intra-européennes donnent des signes de ralentissement après des décennies de croissance ininterrompue. Les dirigeants politiques, notamment en France, ont découvert, mais trop tard, que, comme tout projet politique, le projet européen ne se justifie pas par lui-même, mais qu'il doit être expliqué, argumenté, appuyé par des succès tangibles répondant aux préoccupations des citoyens. Comme toujours, cette époque de doute et d'interrogation suscite à la fois une intense recherche de nouvelles voies (comme en témoigne le débat sur le projet d'un nouveau traité), et l'expression des tentations illusoire du retour à un « âge d'or » passé (illustré par le retour à la rhétorique nationaliste en matière économique).

Sans m'étendre davantage sur les généralités de la situation européenne, je voudrais ici, pour les lecteurs de la *Revue d'économie financière*, montrer comment la situation de l'Union économique et monétaire européenne illustre plusieurs des caractéristiques essentielles de la situation européenne générale : succès technique et économique considérable, admiration extérieure, doute et déficits d'explication intérieurs, tentations nationalistes et démagogiques, qui posent des défis politiques que les dirigeants européens ne pourront plus ignorer longtemps s'ils veulent faire de l'euro, comme de l'Europe, un succès à part entière.

UN FORMIDABLE SUCCÈS TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

Cinq ans après son introduction, quelques semaines après son adoption par la Slovaquie au 1^{er} janvier 2007, la monnaie unique apparaît d'abord comme un formidable succès technique et économique.

Techniquement, le passage de 12 (aujourd'hui 13) monnaies natio-



nales à une monnaie commune était une aventure complexe et sans précédent qui s'est parfaitement déroulée. Économiquement, la monnaie unique tient ses promesses envers ses utilisateurs : le coût et la complexité des opérations de change au sein de la zone euro ont disparu, ce qui facilite la vie des citoyens qui se déplacent d'un pays à l'autre, élimine des coûts et des risques inutiles pour nos entreprises, facilite les comparaisons de prix au sein du marché unique. L'Europe connaît depuis l'adoption de la monnaie unique à la fois une inflation et des taux d'intérêts historiquement bas en comparaison avec ceux que connaissaient la plupart des pays, et notamment la France, 10 ans auparavant. L'adoption d'une monnaie commune à plusieurs pays risquait de relâcher la discipline budgétaire qu'imposaient les marchés de change à chaque pays pris individuellement, sous peine de pressions spéculatives à la baisse ; le pacte de stabilité, malgré toutes les péripéties de ces dernières années, parvient à rétablir une certaine discipline et à contenir les déficits à un niveau encore parfois excessif mais raisonnable, illustré par le retour des déficits de la France et l'Allemagne, entre autres, sous la barre des 3 % du PIB.

Extérieurement, le succès est aussi éclatant. L'euro occupe désormais la première place dans les émissions obligataires mondiales. Quelques années à peine après sa création, les Banques centrales des grandes puissances économiques lui font progressivement une place de choix dans leurs réserves de change. La décision récente par certains pays de libeller une partie de leurs échanges en euros montre que, s'il reste loin derrière le dollar comme monnaie d'échange mondiale, l'euro est une alternative crédible. Et que, autant qu'un outil économique, l'euro donne à l'Europe une monnaie ayant dans le monde un poids symbolique et politique qu'aucune monnaie nationale n'aurait pu prétendre avoir il y a 10 ans. Enfin, la transition vers l'euro reste un modèle pour les autres projets d'intégration monétaire, par exemple pour certains pays du Golfe qui envisagent, avec l'appui de la Banque centrale européenne, de se doter d'une monnaie unique d'ici l'an 2010.

3

INFLATION, CHANGE : DES CRITIQUES EN TROMPE L'ŒIL

Succès économique et technique, succès sur la scène mondiale, c'est en Europe et sur le terrain politique que la monnaie unique est la plus mise en question, pour des raisons parfois réelles et légitimes, parfois contradictoires ou démagogiques, mais qu'il est en tout cas indispensable de bien comprendre pour faire également de l'euro un plein succès intérieur.

La critique la plus traditionnelle porte sur l'effet de la monnaie unique sur l'inflation. Alors que tous les indices témoignent d'une



inflation extrêmement contenue depuis 5 ans, nous avons tous, à des degrés divers, le sentiment que l'euro a contribué à renchérir la vie quotidienne.

Il existe plusieurs explications à cette contradiction tenace entre la mesure et la perception de l'inflation, comme le fait que nos repères en francs se sont arrêtés il y a 5 ans et que nous ne les avons donc naturellement pas actualisés, ce qui serait nécessaire pour permettre des comparaisons avec nos prix quotidiens en monnaie d'aujourd'hui. Il semble bien qu'en réalité l'euro ait eu un double effet, selon la nature des dépenses. D'un côté, un effet très sensible d'« arrondi à la hausse », dont certains ont profité au passage, notamment pour les plus petites dépenses de la vie quotidienne concernant essentiellement des biens et des services très localisés (café, restauration, cinéma, coiffeurs...) ; de l'autre, un effet de limitation des prix des biens et services circulant au sein du marché européen, car l'euro permet la comparaison immédiate des prix à l'échelle d'une zone monétaire de plusieurs centaines de millions de consommateurs, ce qui y renforce considérablement la pression concurrentielle sur les entreprises - et amplifie les effets déflationnistes de la concurrence mondiale ou de l'importation de biens venant de pays à bas coûts (comme les textiles ou les ordinateurs). Au total, et grâce à l'action de la Banque centrale européenne qui veille à maintenir une inflation inférieure à 2 %, (tout en restant proche de ce seuil), l'effet inflationniste du passage à l'euro n'a sans doute pas dépassé les 0,2 à 0,3 %, mais le fait que l'impact a été très différencié selon les types de biens et de services, et ait notamment porté sur les actes de la vie courante n'a pas eu les mêmes conséquences individuelles selon la structure de consommation et le niveau de revenu des ménages, et peut expliquer la sensibilité particulière à cette question.

La seconde critique, plus récente, mais très à la mode en France à l'approche des échéances électorales, porte sur le niveau de change de l'euro par rapport aux autres monnaies. L'euro serait aujourd'hui trop élevé, l'euro fort serait la cause de tous les maux de l'économie française, et la BCE en serait responsable.

Avant de s'interroger sur le fond de la question, il faut d'abord souligner à quel point cette critique est contradictoire avec la précédente : il est, en effet, difficile à la fois de prétendre que l'euro aurait été facteur d'inflation, et de reprocher à la BCE de se concentrer sur la lutte contre l'inflation ; ou bien encore de vouloir lutter contre la vie chère, et d'appeler à une baisse des taux d'intérêt qui pourrait nourrir la hausse des prix et bénéficier aux rentiers aux dépens des consommateurs. Ajoutons que certaines des voix qui s'accommodent de ces contradictions sont également de celles qui, il y a 5 ans, s'alarmaient d'une parité trop faible de l'euro par rapport au dollar !



Au-delà de ces commentaires de contexte, la perspective européenne aide à y voir plus clair sur la question de fond. L'argument selon lequel le niveau de l'euro pénaliserait les exportations vers le reste du monde serait convaincant si l'Allemagne, qui partage la même monnaie, n'était pas pour la quatrième année consécutive le premier exportateur mondial, et si ses dirigeants ou ceux des autres pays de la zone euro considéraient, comme certains responsables français, que le niveau actuel de parité pose problème - ce qui n'est guère le cas. En réalité, l'euro joue ici aussi le rôle qui lui était assigné lors de sa création. En enlevant aux gouvernements la solution de facilité apparente qu'est la dévaluation (et dont les économies françaises et italiennes, par exemple, ont tant souffert dans le passé), il ne leur laisse pas d'autre choix que de s'attaquer aux vrais chantiers susceptibles d'améliorer à moyen terme la compétitivité intrinsèque des entreprises et la force de leurs économies : en les encourageant à être plus efficaces, plus innovantes, plus présentes sur les marchés d'avenir, et simplifiant leur environnement administratif et réglementaire, en rendant la sphère publique plus efficace, en améliorant la valeur ajoutée de leur économie plutôt que de jouer sur l'illusion de l'ajustement monétaire. C'est cela qui explique aujourd'hui la différence des situations française et allemande : quel que soit son niveau par rapport au dollar, la monnaie unique favorisera le pays qui est le plus efficace et le plus innovant, et pénalisera celui qui n'aura pas su réformer son économie réelle, ou qui aura consommé ses marges de productivité pour absorber la réduction du temps de travail au lieu de produire plus, mieux et à moindre coût.

UNE GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE À INVENTER

Pour autant, si la France doit d'abord trouver dans la réforme de sa propre compétitivité la solution aux problèmes qu'elle est aujourd'hui la seule, ou presque, à attribuer au niveau de l'euro, ce débat n'en est pas moins révélateur d'une question importante pour le succès économique de la zone euro dans son ensemble.

En effet, force est de constater que l'Europe ne s'est pas organisée, aujourd'hui, pour essayer de piloter le cours de sa monnaie. Ni de ce côté de l'Atlantique, ni aux États-Unis, ce rôle n'est celui de la Banque centrale. Dans les deux cas, la question des changes incombe au pouvoir politique. Hélas, malgré le remarquable travail réalisé par Jean-Claude Juncker à la présidence de l'Eurogroupe, il n'y a en Europe aucune voix unique pour s'exprimer au nom de l'ensemble de la zone euro sur le niveau souhaitable de la monnaie, comme le fait avec une certaine efficacité le secrétaire d'État au Trésor américain à l'égard de la Federal Reserve ou des marchés de change.



Ce besoin de coordination dans l'appréciation politique du niveau de change de l'euro existe également en matière de coordination des politiques économiques nationales : quand la France mène une politique expansionniste fondée sur des baisses de fiscalité, sa relance profite à ses partenaires commerciaux, de l'Allemagne, son premier partenaire, à la Chine ; inversement, quand l'Allemagne mène une politique de modération salariale, ou encore quand elle fait le choix d'une augmentation de l'imposition par la TVA (s'appliquant également aux produits importés) plutôt que d'une imposition frappant uniquement l'activité locale, ses effets se ressentent sur la France, non seulement parce que l'Allemagne importe moins de produits français, mais aussi parce qu'elle est plus compétitive sur les marchés mondiaux. Ainsi, le manque de coordination incite des pays qui sont partenaires en matière monétaire à adopter des comportements non coopératifs en matière économique, ce qui peut, à terme, ne pas conduire à un optimum pour l'économie de l'ensemble zone euro.

C'est cette coordination, tant en matière d'analyse du niveau adéquat de parité monétaire, qu'en matière de convergence des politiques économiques, qu'il faut renforcer pour achever la construction de la zone euro et asseoir enfin son économie sur ses deux jambes, l'une monétaire, et l'autre économique et politique.

Les dirigeants des États membres sont-ils prêts à franchir ce pas ? Voilà un chantier crucial, si l'on veut faire de l'Europe économique et monétaire un succès achevé dans les années à venir.

6

NOTE

1. Préambule du Traité établissant la Communauté européenne.